

Communiqué de presse étudiant-e sur la manifestation du mardi 8 avril 2014 à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis Des flics à Paris 8 contre la mobilisation !

Une manifestation ce mardi 8 avril au matin a réuni près de 500 étudiant-e-s et personnels de l'Université, qui ont porté les revendications suivantes :

- l'abrogation des mesures liberticides incluses dans le nouveau règlement intérieur, qui menace les libertés d'expression et d'association au sein de l'Université ;
- la remise en cause du regroupement avec l'Université Paris 10 Nanterre et des conséquences qu'il aura sur les conditions d'étude et de travail au sein de l'Université ;
- le retour sur la suppression unilatérale de nos formations et de nos acquis : suppression de diverses formations (5 licences de langue, le DESU Art-thérapie, l'Institut d'Enseignement à Distance menacé), fin des rattrapages en septembre, fin du droit d'inscription de tout-e-s les étudiant-e-s étranger-ère-s.

Face à l'absence d'écoute de la part de la Présidence, une occupation a semblé la façon la plus efficace de faire entendre nos voix. Une Assemblée Générale regroupant plus de 200 étudiante-s, BIATOSS et enseignant-e-s chercheur-se-s de l'Université, a rejoint cette occupation dans le patio de la présidence. Dès 13h, nous avons occupé pacifiquement le patio de la présidence. L'Assemblée d'occupant-e-s s'est opposée à la proposition de dialogue entre une délégation étudiante et la Présidence. Cependant, les étudiant-e-s ne se sont jamais opposé-e-s à la liberté de circulation du personnel de la Présidence qui a pu vaquer à ses occupations à sa guise pendant toute la durée de l'occupation. Ainsi, nous dénonçons l'accusation mensongère et l'instrumentalisation faite par la Présidence qui présente cette mobilisation comme une séquestration.

À 19h10, Mme Tartakowsky, Présidente de l'Université, a pu sortir en toute liberté du bâtiment malgré l'occupation étudiante. Celle-ci s'est maintenue jusqu'à une intervention policière violente, au cours de laquelle les occupant-es ont été délogé-e-s par la force. Par ce recours honteux aux forces de police, la présidence montre une fois de plus son autoritarisme et le peu de cas qu'elle fait de notre liberté d'expression !

**RVD jeudi 10 avril à 9h à l'entrée de l'université
pour continuer la lutte !!!**